



**HAL**  
open science

## Flambée des prix alimentaires internationaux : opportunité ou désastre pour les populations les plus pauvres ?

Françoise Gerard, Bruno Dorin, Jean-François Bélières, Abdoulaye Diarra, S.  
M. Keita, Sandrine Null Dury

### ► To cite this version:

Françoise Gerard, Bruno Dorin, Jean-François Bélières, Abdoulaye Diarra, S. M. Keita, et al.. Flambée des prix alimentaires internationaux : opportunité ou désastre pour les populations les plus pauvres ?. 2008. hal-02817700

**HAL Id: hal-02817700**

**<https://hal.inrae.fr/hal-02817700>**

Preprint submitted on 6 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



# Flambée des prix alimentaires internationaux : opportunité ou désastre pour les populations les plus pauvres ?

GERARD, F. ; DORIN, B. ; BELIERE, J.F. ;  
DIARRA, A. ; KEITA, S.M. ; DURY, S.



Associé : \_\_\_\_\_



# Flambée des prix alimentaires internationaux : opportunité ou désastre pour les populations les plus pauvres ?

F. Gérard<sup>1</sup>, B. Dorin<sup>2</sup>, J.F. Bélières<sup>3</sup>, A. Diarra<sup>4</sup>, S.M. Keita<sup>5</sup>, S. Dury<sup>1</sup>

<sup>1</sup>CIRAD, UMR MOISA, Montpellier F-34000, France

<sup>2</sup>CIRAD, UMR CIRED, Montpellier F-34000, France

<sup>3</sup>CIRAD, ARENA, Montpellier F-34000, France

<sup>4</sup>CIRAD, UPR 18, Montpellier F-34000, France

<sup>5</sup>IER, Bamako, Mali

Décembre 2008

## Résumé

Cet article propose et applique un cadre d'analyse pour l'étude des conséquences de la flambée des prix des denrées alimentaires sur les populations pauvres des pays du Sud. Il met en évidence la complexité des mécanismes à l'œuvre et la diversité des cas. Parmi les grands ensembles régionaux, l'Afrique Sub-saharienne apparaît particulièrement exposée à des impacts négatifs, mais les situations sont contrastées d'une nation à l'autre. Trois pays sont retenus pour une analyse au niveau des marchés locaux et des ménages (Cameroun, Mali, Sénégal). Au Sénégal, la contagion aux prix alimentaires intérieurs est la plus importante, elle a des conséquences négatives sur les ménages, en particulier les plus pauvres. Au Mali par contre, on note très peu d'impacts sur les marchés domestiques. Le Cameroun illustre une situation intermédiaire entre ces deux extrêmes.

## Mots clefs

flambée des prix alimentaires; connexion des marchés nationaux et internationaux; commerce alimentaire, pauvreté

Food price rockets on international markets: opportunity or disaster for the poorest?

## Abstract

This article suggests a conceptual framework for analyzing the consequences of the recent prices increase on the poorest people in the world. The complexity of mechanisms at work is demonstrated. At the global level, the analysis points out that Sub Saharan Africa exhibits the worst situation but a high diversity exists between nations. Three countries were chosen for an analysis of local markets and households impacts (Cameroon, Mali and Senegal). In Senegal prices transmission on local markets is important and negative impacts on poor households are observed. By contrast domestic prices exhibit very few changes in Mali. Cameroon exhibits an intermediate situation between these two cases.

## Keywords

food prices increase, prices transmission, Food trade, poverty

JEL: B41, D12, E39, F15, P46, Q18, R20

## **Flambée des prix alimentaires internationaux : opportunité ou désastre pour les populations les plus pauvres ?**

F. Gérard\*, B. Dorin\*\*, J.F. Bélières\*\*\*, A. Diarra, \*\*\*\*, S.M. Keita\*\*\*\*\*, S. Dury\*

### **Résumé**

Cet article propose et applique un cadre d'analyse pour l'étude des conséquences de la flambée des prix des denrées alimentaires sur les populations pauvres des pays du Sud. Il met en évidence la complexité des mécanismes à l'œuvre et la diversité des cas. Parmi les grands ensembles régionaux, l'Afrique Sub-saharienne apparaît particulièrement exposée à des impacts négatifs, mais les situations sont contrastées d'une nation à l'autre. Trois pays sont retenus pour une analyse au niveau des marchés locaux et des ménages (Cameroun, Mali, Sénégal). Au Sénégal, la contagion aux prix alimentaires intérieurs est la plus importante, elle a des conséquences négatives sur les ménages, en particulier les plus pauvres. Au Mali par contre, on note très peu d'impacts sur les marchés domestiques. Le Cameroun illustre une situation intermédiaire entre ces deux extrêmes.

**Mots clés :** flambée des prix alimentaires; connexion des marchés nationaux et internationaux; commerce alimentaire, pauvreté

### **Food price rockets on international markets: opportunity or disaster for the poorest?**

**Abstract :** This article suggests a conceptual framework for analyzing the consequences of the recent prices increase on the poorest people in the world. The complexity of mechanisms at work is demonstrated. At the global level, the analysis points out that Sub Saharan Africa exhibits the worst situation but a high diversity exists between nations. Three countries were chosen for an analysis of local markets and households impacts (Cameroon, Mali and Senegal). In Senegal prices transmission on local markets is important and negative impacts on poor households are observed. By contrast domestic prices exhibit very few changes in Mali. Cameroon exhibits an intermediate situation between these two cases.

Les prix internationaux de produits alimentaires ont flambé entre janvier 2006 et mars 2008, allant jusqu'à doubler ou tripler leurs valeurs initiales avec une chronologie variable selon les produits. La hausse concerne pratiquement tous les produits mais les plus touchés sont les denrées alimentaires de base – céréales et oléagineux – et les produits laitiers. La croissance des prix est moins importante pour la viande et les produits tropicaux (cacao, café) tandis que le sucre est épargné sur cette période. Les prix redescendent à partir du printemps 2008, mais les cours sont toujours, à l'automne, à un niveau élevé. Cet article s'interroge sur les conséquences de cette évolution sur les populations pauvres des pays en développement<sup>1</sup>.

Après des décennies de « baisse tendancielle des cours des matières premières agricoles<sup>2</sup> », généralement présentée comme une tendance lourde de l'économie mondiale et un handicap majeur au développement des pays les plus pauvres, encore largement agricoles, on aimerait penser que l'envolée des prix internationaux constitue une opportunité pour les PMA dans la quête du premier objectif du millénaire<sup>3</sup>. Ce point de vue était largement répandu au début de

---

<sup>1</sup> Plusieurs études se sont penchées sur la crise, sa chronologie et ses causes, voir par exemple Berthelot (2008), Van Braun (2007), Boussard et al (2008)

<sup>2</sup> Ce vocable a été largement utilisé, voir par exemple Géronimi et al. (2007)

<sup>3</sup> C'est-à-dire la division par 2 du nombre de pauvres d'ici 2015

\* CIRAD-ES, UMR MOISA

\*\* CIRAD-ES, UMR CIRED

\*\*\* CIRAD-ES, ARENA

\*\*\*\* CIRAD-ES, UPR 18

\*\*\*\*\* IER, Bamako, Mali

la crise. Cependant, pour les pays importateurs de denrées alimentaires comme pour les ménages acheteurs-nets, la flambée des prix signifie celle de la facture alimentaire et pose le problème de son financement. Dès le début de la crise, la FAO a tiré la sonnette d'alarme, soulignant les impacts négatifs de la croissance des prix pour les ménages pauvres. Les diverses manifestations contre la vie chère, au cours des premiers mois de 2008, très vite baptisées « émeutes de la faim » par l'ensemble des médias, soulignent l'acuité de ces problèmes.

Afin d'analyser les impacts de la flambée des prix internationaux sur les populations pauvres, nous cherchons d'abord ici à identifier les principaux mécanismes en cause (section 1), ce qui conduit à distinguer deux échelles d'analyse : (i) celle des Etats et de leurs finances publiques, (ii) celle des ménages, producteurs et/ou consommateurs et de leur revenu réel. Ces deux niveaux sont liés par les flux commerciaux entre marchés, internationaux et domestiques, qui amènent en principe les prix à varier en phase. Au niveau des Etats (section 2), une analyse de la dépendance au commerce international des grands ensembles géographiques mondiaux souligne la diversité des situations. La situation de l'Afrique Subsaharienne apparaît particulièrement préoccupante, du fait de la pauvreté endémique des populations et de la position importatrice de denrées alimentaires des nations. Les niveaux de prix sur les marchés domestiques au Cameroun, au Mali et au Sénégal ainsi que les modifications de la situation économique des ménages engendrées par leurs variations, sont étudiés (section 3).

## **I Impacts de la croissance des prix alimentaires internationaux : des niveaux d'analyse multiples**

On cherche d'abord à identifier les principaux mécanismes à l'œuvre dans les impacts sur les ménages d'une forte variation des prix sur les marchés internationaux. L'analyse est menée à trois niveaux différents : celui des Etats, celui des marchés et celui des ménages. Il faut également distinguer impacts de court et de moyen ou long terme, une fois l'ensemble des ajustements réalisés.

Au niveau macro-économique, l'impact immédiat et direct d'une variation des prix des biens agricoles concerne le solde du commerce extérieur. Il dépend de l'insertion de chaque pays dans le commerce mondial et de la structure de ses échanges. Il a des conséquences importantes sur le bien-être des populations. Alors qu'en cas d'excédent le pays bénéficie d'une manne permettant l'investissement, dans les biens publics par exemple, un déficit devra être financé, par des dons, des prêts, des transferts des ressortissants résidant à l'étranger ou des investissements directs internationaux. Comme le souligne par exemple Stiglitz (2006), une telle situation peut avoir des conséquences économiques sérieuses comme l'ont montré les « crises de la dette » connues par de nombreux Etats (par exemple le Mexique en 1982, l'URSS à la fin des années 90) : elle se traduit toujours par une baisse des dépenses publiques et signifie ainsi la réduction des dépenses de santé, d'éducation, d'infrastructure. Une telle évolution sera d'autant plus défavorable aux ménages qu'ils sont pauvres. En cas de forte croissance des dépenses d'importation non compensée par les recettes d'exportation, la crise sera d'autant plus aiguë que le pays a des problèmes chroniques de financement et est déjà fortement endetté. Lorsque les taux de change sont variables, la croissance de la « facture alimentaire » peut se traduire par une dépréciation monétaire qui renchérit encore les importations. Si, les produits sont frappés de droit de douane ou de taxes intérieures, leur suppression permettra d'atténuer la hausse des prix intérieurs, mais tarira aussi les sources de financement public.

Dans les cas les plus sévères, l'Etat peut se trouver dans l'impossibilité de financer les importations, créant des tensions supplémentaires sur les marchés domestiques. Cet impact sur les finances publiques par l'intermédiaire du commerce extérieur va déterminer, conjointement avec l'ampleur et la durée de l'augmentation des prix, ainsi que le degré de dépendance avec l'extérieur et le niveau des stocks, la marge d'intervention des pouvoirs publics. En effet, si les stocks sont suffisamment importants par rapport à la part des importations dans la consommation nationale, il sera possible de différer les achats sur les marchés extérieurs et ainsi la répercussion de la hausse. Si celle-ci se révèle de courte durée, la contagion aux marchés intérieurs peut être évitée.

Trois questions se posent au niveau des marchés : (i) quelle est l'ampleur de la transmission de la variation des prix internationaux aux marchés domestiques ? (ii) avec quel délai va-t-elle se réaliser ? (iii) faut-il s'attendre à des phénomènes de contagion à d'autres produits alimentaires ?

La théorie économique nous enseigne que, sur des marchés libres et parfaits, les prix s'égalisent sur les différents marchés d'un même produit. Ceci découle de la rentabilité de l'activité commerciale entre les marchés lorsque des différences de prix existent<sup>4</sup>. Les flux de biens, ainsi engendrés, des marchés à prix plus faibles (excédentaires) vers ceux à prix plus élevés (déficitaires) assurent que la loi du prix unique prévaut<sup>5</sup>. Mais en réalité les barrières à l'échange sont multiples et les marchés réels assez éloignés des marchés parfaits (Krugman et Obstfeld, 1994). Les Etats, s'ils en ont les moyens financiers et institutionnels, peuvent éviter, un certain temps du moins, la croissance des prix aux consommateurs. Cette politique est destinée à éviter le mécontentement des populations. Toute la question est de savoir combien de temps, et à quel coût, elle peut être maintenue. Elle sera d'autant plus difficile à réaliser que l'Etat est « faible », tant du point de vue de l'efficacité de ses institutions que de sa capacité financière, que la part des importations dans la consommation nationale est élevée et que les stocks sont relativement peu importants.

Par ailleurs, il existe des coûts nécessaires au transfert des produits d'un marché à un autre : coûts de transport et d'intermédiation, taxes formelles sur le commerce extérieur imposées par les Etats mais aussi taxes informelles imposées par les agents, risques liés à l'activité (problèmes dans le transport, brusque variation des prix ...), et restrictions commerciales multiples liées au développement des normes. La transmission aux prix nationaux dépend ainsi largement de l'existence des filières commerciales connectant les différents marchés entre eux et de leur efficacité. Si ces filières n'existent pas, ou sur de très petits volumes, les coûts de transfert peuvent être très élevés du fait du risque et des obstacles institutionnels s'opposant ainsi aux flux commerciaux. A côté des différences de qualité perçues par les consommateurs, l'existence d'une production intérieure et son importance par rapport aux importations, vont jouer un rôle central dans les processus de transmission.

Une multitude d'éléments interviennent ainsi dans la connexion entre marchés, soulignant la complexité du phénomène et expliquant des écarts persistants entre les prix sur différents marchés. Ils amènent à relativiser la loi du prix unique qui devient finalement une loi expliquant la multiplicité des prix (McChesnay et al., 2004 ; Haskel et Wolf, 2001) et qui pourrait s'énoncer ainsi : « les prix sur plusieurs marchés doivent, en un certain temps et en

---

<sup>4</sup> En effet, si le prix intérieur est plus faible que celui du marché international, il est plus intéressant de vendre la production domestique sur le marché mondial. A l'inverse, s'il est plus élevé, il est plus rentable d'avoir recours au marché international.

<sup>5</sup> Voir par exemple Lipsey (1999)

l'absence de politiques économiques visant à isoler le marché domestique du marché mondial, avoir tendance à s'équilibrer aux coûts de transfert près ».

Finalement, les prix internationaux déterminent pour les prix domestiques une valeur « plafond » (égale au prix international plus les coûts de transfert) et une valeur « plancher » (égale au prix international moins les coûts de transfert). A l'intérieur de la bande de prix ainsi définie, les marchés évoluent indépendamment les uns des autres (de Janvry et al., 1991) Il se peut alors très bien qu'une croissance des prix internationaux, en présence de coûts de transfert relativement élevés, ne se transmette pas (ou peu) aux marchés domestiques. Enfin, il est utile de rappeler que la bande de prix évolue comme la somme des éléments qui la composent : certains sont proportionnels à la valeur du produit et d'autres au volume, certains sont marqués par de fortes non linéarités (c'est le cas du risque par exemple), les coûts de transports dépendent essentiellement des prix de l'énergie et du mode de transport et suivent ainsi une dynamique propre. De la même façon, le degré de transformation des produits agit lui aussi comme un « isolant » face aux fluctuations des prix extérieurs : plus un produit est transformé, moins la part de la matière première est importante dans le prix du produit final, celui-ci comprend aussi du travail, d'autres intrants, etc. L'augmentation des prix de la matière première n'affectera alors celle du produit fini qu'en proportion de sa part initiale dans le coût de production<sup>6</sup>. De ce fait les consommateurs des pays développés, qui consomment des biens très élaborés, se trouvent partiellement protégés des variations de prix des matières premières alimentaires. Au contraire, dans les pays en développement les denrées consommées sont généralement peu transformées, exposant beaucoup plus fortement les populations aux fluctuations de prix.

Il faut également s'interroger sur le temps nécessaire à la transmission des prix, il dépend essentiellement des stocks et des anticipations des agents économiques sur l'évolution de la situation et en particulier sur la durée de la hausse, ainsi que des capacités d'adaptation des différents acteurs.

Au niveau des ménages, l'impact d'une augmentation des prix de certains produits alimentaires dépend à la fois de la structure des dépenses et des sources de revenus. Les revenus réels diminuent en proportion de l'ampleur de la hausse et de la part du produit concerné dans le budget. Les ménages peuvent alors minimiser les impacts négatifs en modifiant leur consommation, se tournant vers des biens dont les prix n'ont pas augmenté et/ou en réduisant leurs dépenses de biens non essentiels. Mais il faut aussi compter avec les habitudes alimentaires, les coûts en énergie et le temps disponible pour préparer les plats : on ne passera pas facilement du pain à des denrées nécessitant de longs temps de préparation, comme le mil par exemple. C'est par ces mécanismes de report de la demande vers d'autres produits, non touchés au départ par la hausse et pouvant être utilisés comme substituts, que se propage la hausse des prix. Les ménages seront d'autant plus touchés qu'ils sont pauvres, car l'alimentation représente alors une part prépondérante de leurs dépenses (souvent plus des trois quarts pour les plus pauvres), et les biens qu'ils consomment sont peu transformés.

En milieu rural, où vivent la plupart des ménages pauvres, l'augmentation du prix des produits alimentaires peut signifier celle des revenus pour les ménages producteurs nets de ces denrées. Il est de ce fait important de distinguer les ménages « acheteurs nets » des « vendeurs nets ». Plusieurs études montrent que les ménages les plus pauvres en zone rurale sont

---

<sup>6</sup> Voir, dans le cas du cacao B. Dorin (2008)

généralement « acheteurs nets » de denrées alimentaires<sup>7</sup>. Ils n'ont pas suffisamment de moyens de production à leur disposition pour dégager des excédents importants. De plus, ils vendent à la récolte pour faire face à des besoins de trésorerie et rachètent au cours de l'année à des prix plus élevés. Pour ces ménages, la croissance du prix des biens a un impact globalement négatif à court terme. Au contraire, pour les « vendeurs nets » l'impact est positif. Cependant, il ne signifie pas forcément l'accroissement des volumes livrés sur les marchés du fait des délais de production et des anticipations des agents. La hausse peut, en effet, être perçue comme ponctuelle et assimilée à une simple croissance de l'instabilité des prix plutôt que comme le signe d'une rentabilité accrue des activités. Puisque même les experts s'interrogent sur sa durée, il n'y a pas de raisons de supposer que les producteurs disposent d'une information plus fiable.

Pour les « acheteurs nets », à moyen terme, tout va dépendre de l'évolution des autres sources de revenus du ménage (Ravaillon 1989, 1990). En effet, lorsque l'exploitation agricole ne permet pas de couvrir les besoins alimentaires, les membres du ménage cherchent des revenus hors de l'exploitation familiale. Selon les contextes, il peut s'agir de vente de travail à d'autres exploitations agricoles ou d'activités non agricoles (commerce, artisanat...), en zone rurale ou liée à des migrations de durées et distances variables. L'impact de la hausse des prix sur ces ménages va alors dépendre des ajustements de la rémunération de leur travail. Il y a peu d'études empiriques sur ce paramètre, il dépend largement du contexte. En cas de sous-emploi, il est probable que la croissance de la demande de travail ne se traduira pas par une augmentation des prix, ce sera l'inverse si le marché est « tendu ». Sah et Stiglitz (1984) considèrent que l'élasticité de la rémunération du travail peut être proche de 1. L'ensemble des ménages, riches ou pauvres, bénéficie alors de la croissance des prix, car par l'intermédiaire du prix du travail, les effets bénéfiques de la hausse sur les revenus se répartissent entre l'ensemble des individus. A l'opposé, de Janvry et Subbarao (1984), dans une étude sur l'Inde, estiment que les salaires sont fixés de façon exogène et donc que l'élasticité est nulle. On a, dans ce cas, un effet négatif pour les ménages « acheteurs nets » du produit dont le prix a augmenté<sup>8</sup>. Il faut alors prendre en compte le temps nécessaire à l'ajustement de la rémunération du travail et l'impact à court terme est plus défavorable qu'à moyen terme.

En milieu urbain, l'ensemble des consommateurs est acheteur-net et la situation est clairement défavorable en cas de hausse des prix. En effet, à court terme, les branches d'activités employant les urbains ne bénéficient pas a priori de la hausse des prix, ils perdent du pouvoir d'achat, avec des conséquences nutritionnelles d'autant plus importantes qu'ils sont pauvres. A plus long terme, si l'on considère les effets d'entraînement dans l'ensemble de l'économie, la croissance des revenus des ruraux peut se traduire par une hausse de la demande en biens non agricoles, qui peut bénéficier aux urbains.

## **II Des insertions contrastées dans le commerce international de produits alimentaires**

L'impact d'une forte croissance des prix internationaux de produits alimentaires au niveau des nations va dépendre à la fois de leur situation nette au plan alimentaire, importatrice ou exportatrice, ainsi que de l'existence d'autres recettes d'exportation (coton, caoutchouc,

---

<sup>7</sup> A Madagascar, par exemple, environ le quart des ménages ruraux est acheteur net, et le tiers sont juste autosuffisants Banque Mondiale (2008)

<sup>8</sup> Ravaillon (1989) montre que l'effet sur les ménages « vendeurs de travail » et « acheteurs nets » de la denrée dépend de la valeur de l'élasticité du prix du travail par rapport au prix du bien alimentaire qui doit être plus élevé que le ratio des dépenses alimentaires sur les gains liés à la vente de travail.



minéraux, pétrole, services...). Une relative indépendance alimentaire laissera plus de liberté pour la régulation des prix domestiques si les Etats en ont les capacités institutionnelles. Elle permettra aussi de minimiser les impacts sur les balances extérieures. La suite de cette section s'attache à préciser aussi synthétiquement que possible comment a évolué le commerce mondial de produits alimentaires depuis les années 1960, et l'insertion plus ou moins importante des nations dans ce commerce. Un indicateur d'indépendance alimentaire structure l'exercice : son mode de calcul est exposé dans l'encadré 1, qui précise également les millions de données mobilisées et leur traitement<sup>9</sup>.

#### Encadré 1 : L'Indicateur d'Indépendance en Calories Alimentaires (IICA)

Notre Indicateur d'Indépendance en Calories Alimentaires (IICA) se calcule pour une région (pays ou ensemble de pays) et pour un groupe plus ou moins large de produits alimentaires (céréales et dérivés, oléagineux et dérivés... total denrées). Il divise le solde commercial régional pour ces produits (total exports – total imports) par le total régional de consommation de ces mêmes produits (alimentations humaines et animales, semences ...pertes), avec un numérateur et un dénominateur tous deux exprimés en calories alimentaires (kcal).

Ces IICA peuvent être calculés à partir des Comptes Disponibilité Utilisation (CDU) de la FAO (FAO, 2006). Les CDU sont établis : (i) pour la quasi-totalité des pays du monde, (ii) sur plus de quarante ans (1961-2003), (iii) pour plus de 120 lignes de produits, (iv) de manière à ce que, pour chacun de ces lignes, l'évaluation des « disponibilités » nationales (production + importation – exportation – variation de stock) équilibrent les « utilisations » (alimentation humaine + aliments du bétail + semences + autres utilisations y.c. pertes). Cette comptabilité annuelle par pays et par produit est effectué en tonnes. Elle offre une source inestimable d'information pour évaluer et analyser de grandes tendances en matière de productions, échanges et usages de biomasses. Mais elle est aussi imparfaite (l'équilibre disponibilités-utilisations n'est pas systématiquement constaté par ligne de produits, les exportations n'égalisent pas les importations...) et complexe, ce qui nous a obligé à formuler et tester diverses solutions avant d'obtenir des bilans caloriques relativement équilibrés à l'échelle globale. Ces problèmes sont pour bonne part liés à la colonne d'usage « Manufacturé » des CDU, et aux lignes de produits CDU qui n'en dérivent pas totalement ou qu'il est difficile de tracer. Ces problèmes et d'autres ont motivé une réforme de Faostat en 2006, réforme (Faostat2) abandonnée en 2008 et qui a repoussé d'autant l'actualisation des données Faostat1.

Par « produits alimentaires », nous entendons des produits pouvant être consommés par l'être humain (i.e. ayant sous leur forme primaire une valeur nutritionnelle pour l'homme), et l'ayant effectivement été sous des formes plus ou moins élaborées (graines, huile, pain, cornflakes, etc.) ou bien ayant été orienté totalement (ex. graines de maïs) ou partiellement (ex. tourteaux) vers l'alimentation animale ou d'autres utilisations (y.c. pertes). Cela recoupe donc l'essentiel des lignes de produits CDU, qui listent des céréales, racines et tubercules, oléo-protéagineux, fruits et légumes ...des sucres, huiles, tourteaux, ...des alcools, le café, le cacao ...des laits, viandes, œufs... des poissons et crustacées. Cela n'intègre pas les fourrages (foin, paille, bagasse, drèches; etc., mais aussi luzernes, ensilages ou autre...) et autres produits qui ne peuvent être consommés par l'homme (caoutchouc, laine, soie, huiles essentielles, etc.). Ne sont également pas ici comptabilisés les animaux vifs puisque seuls leurs produits (lait, viande...) sont objet de CDU, ceci alors que leur commerce peut être significatif, comme entre les pays d'Afrique subsaharienne.

Enfin, pour la conversion en calories des tonnages CDU, elle a été réalisée dans la majorité des cas avec des coefficients proposés par la FAO (2003) et, très exceptionnellement, par l'USDA (2006). Dans le cas particulier des aliments pour animaux (ex. tourteau de soja), un équivalent calorique a été déduit de la valeur nutritionnelle du produit primaire (ex. graine de soja), de la valeur nutritionnelle d'un produit secondaire (ex. huile de soja) et d'un taux moyen d'extraction constaté pour ce dernier à l'échelle mondiale et sur toute la période considérée (ex. 18% pour l'huile de soja). La conversion et l'analyse en calories présentent des avantages mais aussi d'importantes limites, tant au plan de l'analyse nutritionnelle (Dorin, 1999 ; Deaton & Dreze, 2008) qu'économique. Sur ce dernier point, on notera en particulier que pour notre agrégat « tous produits alimentaires », le solde exports-imports en calories peut fortement différer de celui en valeur (US\$ ou autres), certaines formes de calories (animales en particuliers) ayant une valeur de marché beaucoup plus importante que d'autres.

<sup>9</sup> Traitements et indicateur élaborés par B. Dorin en 2007-08, dans le cadre des programmes « Agrimonde : prospectives des agricultures et alimentations du monde » (Inra-Cirad) et « Compétition énergie-alimentation dans l'usage des terres » (Conseil Français de l'Energie)

En quatre décennies, le commerce mondial<sup>10</sup> de produits alimentaires s'est fortement développé puisque les échanges dépassent 7000 Gkcal/jour en 2003 (92% issues de végétaux, 6% d'animaux terrestres, 2% de milieux aquatiques) contre moins de 1500 en 1961. Ces ordres de grandeurs témoignent d'une dépendance accrue des nations dans le commerce international, faible prix du pétrole et des transports aidant. En quatre décennies, le sens du commerce international de calories alimentaires a également beaucoup changé. Avec la traditionnelle et binaire partition du monde « pays développés » et « pays en développement », on remarque une inversion des courbes au cours du temps : jusqu'au début des années 1970, les pays développés (exportateurs nets de produits céréaliers et animaux de 1961 à 2003) sont déficitaires en calories, au contraire des pays en développement (exportateurs nets de produits sucriers, oléagineux et tropicaux). Puis cela s'inverse après 1975, avec un écart sans cesse grandissant jusqu'au milieu des années 1990.

La figure 1 présente l'évolution de ces flux nets par habitant et suivant la partition du Millenium Economic Assessment en 6 régions (MEA, 2005). La figure 2 expose, pour chaque région, la consommation alimentaire apparente en kcal/habitant<sup>11</sup> (3000 kcal/hab/jour en moyenne mondiale 2003)<sup>12</sup>. L'analyse permet de repérer cinq faits stylisés majeurs : (1) la zone OCDE est devenue une très importante consommatrice et exportatrice de calories alimentaires (Amérique du Nord et Océanie surtout) ; (2) l'Amérique latine, traditionnellement exportatrice nette de calories alimentaires (produits oléagineux et sucriers avant tout), semble conforter sa position tout en augmentant régulièrement sa consommation calorique apparente par habitant ; (3) l'Asie suit la même évolution en terme de consommation par tête, tout en maintenant une relative indépendance alimentaire alors que sa population est passée de 1,5 à près de 3,4 milliards d'individus entre 1961 et 2003 ; (4) les recettes d'exportations de la zone MENA (Moyen Orient et Afrique du Nord) permettent à cette dernière d'importer et consommer une quantité croissante de calories alimentaires ; (5) en Afrique Subsaharienne, les productions locales et les quantités nettes importées, bien que croissantes, ne sont pas suffisamment élevées pour augmenter sensiblement la consommation calorique moyenne qui demeure la plus basse au monde : moins de 2400 kcal/hab/jour.

Cette analyse met en évidence la diversité des situations. Elle permet également d'avancer qu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle, les bénéficiaires potentiels d'une flambée des prix alimentaires, au niveau macro-économique, se trouvent essentiellement en Amérique Latine (Brésil, Argentine), en Océanie (Australie, Nouvelle Zélande) et en Amérique du Nord (Canada, Etats-Unis) compte tenu de leur position très nettement excédentaire dans le commerce mondial. A l'opposé, l'Afrique Subsaharienne apparaît comme une zone plutôt vulnérable puisqu'elle semble importer de plus en plus de calories alimentaires sans développer d'importantes recettes d'exportation dans d'autres domaines. Tous produits alimentaires confondus, l'indicateur d'indépendance en calories alimentaires (IICA, cf. encadré 1) chute pour l'Afrique Subsaharienne de +11% en 1961 à -11% en 2003, et atteint la même année -20% pour les céréales (Figure 3). Sachant que les consommations de la région sont

---

<sup>10</sup> Entre 1961 et 2003, le monde et ses pays ont évolués ; dans les CDU, on recense plus de 250 pays au cours de la période ; ne sont ici retenus que 149 entités (écart de la plupart des îles et micro-Etats, ainsi que quelques rares autres zones non ou très mal renseignées, tels l'Afghanistan, l'Irak et la Somalie) qui représentent en 2000, par rapport au total « monde » de la FAO pour la même année, 98,3% des populations humaines, 98,6% des terres cultivées (cultures et plantations), 97,3% des surfaces terrestres hors Antarctique.

<sup>11</sup> i.e. total des calories alimentaires utilisées pour l'alimentation humaine / nombre total d'habitants

<sup>12</sup> Bien que nous mobilisons en entrée les mêmes tonnages et populations, nos consommations alimentaires moyennes par habitant diffèrent de celles affichées par la FAO dans ses bilans alimentaires, ceci parce que nous convertissons les tonnages CDU en calories suivant des taux qui ne varient pas selon le pays ou l'année (cf. encadré 1).

extrêmement modestes en terme d'alimentation humaine mais aussi d'alimentation animale<sup>13</sup>, la position globalement importatrice de la région et la pauvreté endémique de sa population désigne le continent africain comme particulièrement vulnérable à une flambée des prix internationaux des produits alimentaires. Mais là encore, au sein de cet espace, les situations sont contrastées. A titre d'exemple, pour les trois pays d'Afrique subsaharienne retenus dans l'analyse de la prochaine section, Sénégal, Cameroun et Mali, l'indice « tous produits » s'élève respectivement à -42%, -11% et -6% en 2003 et, pour les céréales uniquement, à -57%, -32% et -5%. La dépendance de la ration calorique de base au commerce international est la plus élevée au Sénégal. Ce pays apparaît de fait et de longue date le plus inséré parmi les trois dans le commerce mondial de produits agroalimentaires ; jusqu'au début des années 1990, et plus encore jusqu'au début des années 1980, c'était pour exporter de grandes quantités d'oléagineux ou dérivés, position excédentaire qui s'est ensuite effondrée sans trouver de contrepartie, du moins en terme de calories alimentaires.

### **III Impacts sur les ménages dans trois pays d'Afrique de l'Ouest aux situations contrastées : Cameroun, Mali, Sénégal**

Afin d'évaluer les impacts potentiels sur les ménages d'une hausse des prix alimentaires internationaux, la transmission des prix sur les marchés domestiques, puis ses conséquences potentielles sur les individus, étant donnée la structure des dépenses et des revenus, sont analysés<sup>14</sup>. On s'intéresse tout d'abord aux consommateurs urbains, pour lesquels on dispose de plus de données, et pour lesquels on craint le plus d'impact négatif, car ils consomment plus de produits importés que les ruraux et que leurs revenus ont peu de chance d'augmenter à court terme.

Il est tout d'abord utile de souligner l'instabilité habituelle des prix sur les marchés de production et de consommation en Afrique. La figure 4 donne l'exemple des prix au producteur et au consommateur du sorgho dans une région de production et dans la capitale, au Mali (Bamako). Les prix minimum payés aux producteurs sont de l'ordre de 50fcfa/kg en saison sèche (décembre à mars) quand les récoltes ont été abondantes, et atteignent 150 fcfa/kg en saison humide pendant les périodes de pénurie (Juin-juillet 2002 ou 2005). Contrairement à ce qui est communément admis, en raison de la diversité des produits et des sources d'approvisionnement, les prix en ville sont également très instables. Si une part des variations est saisonnière, liée aux calendriers de production, elles sont loin d'être entièrement prévisibles : les cycles ne sont pas réguliers et on note des fluctuations importantes d'une saison à l'autre, souvent attribuées aux conditions climatiques mais aussi le résultat de difficultés d'accès aux transports et à l'information (Temple 1999). Il est intéressant de noter que les écarts entre les prix sur les différents marchés ne sont pas constants, confirmant, outre la segmentation des marchés, l'existence de coûts de transfert variables, liés au risque et aux variations de stocks. Le cas du Mali n'est pas une exception et on constate une instabilité des prix similaire au Cameroun et au Sénégal<sup>15</sup>.

---

<sup>13</sup> En 2003, dans la zone OCDE, 55% des calories végétales alimentaires disponibles sont données aux animaux et 31% aux humains (solde = usages non alimentaires, semences et pertes), alors que dans la zone ASS, nos estimations s'élèvent respectivement à 11% et 71%.

<sup>14</sup> Dans l'idéal, il aurait été nécessaire d'analyser les prix consommateurs et producteurs des principales denrées sur les principaux marchés urbains et ruraux, les niveaux de revenu des ménages, leurs sources, les structures des budgets et leur niveau moyen d'apport en calories et protéines. Cependant, l'accès aux données est difficile et l'on souhaitait une relative homogénéité de traitement entre les pays. Dans la mesure du possible, lorsque les données quantitatives n'étaient pas disponibles, des informations qualitatives ont été recherchées afin de dresser un tableau aussi fidèle que possible des situations.

<sup>15</sup> Temple et Dury (2003) ont analysé la forte instabilité des prix dans les grandes villes du Cameroun.

Le Sénégal, le Cameroun et le Mali offrent un gradient de situation du point de vue de la contagion de la flambée des prix internationaux aux marchés domestiques, du plus au moins exposé.

Au Sénégal, la transmission de la flambée des prix internationaux aux prix domestiques est relativement importante. Entre le second trimestre 2006 et le second trimestre 2008, les prix des principaux produits alimentaires ont fortement augmenté: +30% pour la brisure et +50% pour le riz entier, +17% pour le pain, +29% pour le mil, +42% pour le lait et +32% pour l'huile,<sup>16</sup> La hausse des prix a lieu en 2007-2008 et s'accompagne d'une contagion aux céréales traditionnelles, due au report de la demande. L'augmentation sur ces denrées est toutefois un peu plus faible que pour les céréales importées (tableau1).

La pauvreté et la structure des dépenses des ménages conditionnent leur vulnérabilité à la hausse des prix. Au Sénégal, le niveau moyen de kcal se situe dans la moyenne de l'Afrique Subsaharienne avec 2310 kcal par tête et par jour, en moyenne (58 g pour les protéines). Ce chiffre masque de fortes inégalités : plus de 20% des enfants<sup>17</sup> souffrent de malnutrition, 17% de la population vivait avec moins de 1\$ par jour et 56% avec moins de 2\$ par jour en 2001. La majorité de la population vit ainsi dans une situation de forte vulnérabilité au niveau de la sécurité alimentaire. La part moyenne des dépenses alimentaires confirme le phénomène, elle représente 45,6% des dépenses au niveau national, la part des céréales se situe entre 32,7% de ce budget pour les 25% les plus pauvres vivant à Dakar et 25% pour les plus riches<sup>18</sup>. Les huiles et le lait, dont les prix ont également beaucoup augmenté, représentent environ 20% du budget des ménages urbains pauvres. Dans ces conditions, plus de la moitié du budget alimentaire est consacrée à des produits dont les prix ont fortement augmenté au cours des 12 derniers mois, ce qui explique l'exaspération des populations. L'Etat sénégalais, conscient du risque d'agitation sociale ainsi soulevé, a pris des mesures pour modérer la hausse des prix : les taxes aux importations ont été supprimées depuis l'été 2007 et les prix des principaux produits alimentaires ont été fixés par l'Etat. On constate un certain succès de cette politique : la croissance des prix intérieurs est restée plus faible que celle des prix internationaux. Cependant, la faiblesse des ressources de l'Etat, dont le budget est en diminution suite au retrait des taxes à l'importation, et la forte ouverture au commerce extérieur rendent la régulation des prix difficile.

Au Cameroun, dans les villes de Douala et Yaoundé on observe également une croissance importante des prix des principaux produits alimentaires au cours de la période 2005-2008 : de 15 à 40% (tableau 2). Mais l'évolution dans le temps est très variable selon les produits, soulignant que d'autres mécanismes sont à l'œuvre, parfois surdéterminants par rapport à la hausse des prix internationaux. Pour certains produits, le riz et le blé à Yaoundé, le manioc à Douala, on note une croissance des prix de 10 à 30% au cours de l'année 2005, donc antérieure à celle des prix internationaux. La croissance du prix de l'essence est la même année légèrement supérieure à 10%. Même si elle n'est pas suffisante pour expliquer

---

<sup>16</sup> Rappelons qu'il est délicat de calculer des taux de croissance sur des prix instables, car les valeurs obtenues dépendent des points choisis pour le début et la fin du calcul, c'est pourquoi, afin de minimiser cet effet, des prix trimestriels ont été utilisés ici.

<sup>17</sup> La malnutrition mesurée par le rapport poids/âge touche 25,4% des enfants et 22,7% pour le rapport taille/âge, il s'agit de chiffres de 2000 (WDI, 2007). Cet indicateur mesure le pourcentage d'enfants dont le poids pour l'âge (ou la taille pour l'âge) est inférieur de deux écarts-types à la médiane de la population de référence, c'est-à-dire l'ensemble des enfants de 0 à 5 ans.

<sup>18</sup> Enquête de suivi de la pauvreté (ESPS, 2005-2006), Dakar

l'ensemble de la hausse, elle peut avoir une répercussion importante sur les prix car les coûts de transfert représentent souvent plus de la moitié du prix à la consommation des plantes alimentaires<sup>19</sup>, comme le manioc ou la banane plantain, éléments essentiels dans l'alimentation au Sud Cameroun. L'importance de ces coûts s'explique à la fois par le caractère pondéreux de ces denrées, l'état des routes, la faiblesse des volumes transportés et les pertes post récolte sur les produits frais. Ces augmentations semblent localisées car elles n'apparaissent pas dans l'indice des prix alimentaires dont la croissance est de 6,3% en 2005. Les évolutions très différentes des prix du blé et du riz à Yaoundé et Douala sur la période confirment ce phénomène et indiquent une forte segmentation des marchés. A Douala, port d'importation, les prix n'augmentent que tardivement, d'environ 30% entre le premier trimestre 2008 et le premier trimestre 2007. Au contraire, à Yaoundé, on observe dès 2005 un accroissement des prix, d'environ un tiers pour le riz et 15% pour le blé. Dans ces conditions, il est difficile de faire la part entre dynamique locale et contagion des marchés par la hausse des prix internationaux. Le cas du Cameroun illustre ainsi l'isolement relatif de certains marchés de produits agricoles et la complexité des processus présidant à la détermination des prix.

Au niveau de la vulnérabilité des ménages, les apports en calories et protéines sont du même ordre de grandeur que ceux du Sénégal (2270 kcal et 59g respectivement), et là encore les populations sont extrêmement vulnérables. Les indicateurs de malnutrition infantile sont de 31% (rapport taille/âge) et 18% (rapport poids/âge)<sup>20</sup>, les niveaux de pauvreté à 1 et 2\$ par jour sont respectivement de 17 et 50% (WDI, 2007, données de 2001). La structure des dépenses protège partiellement les ménages des fluctuations des prix internationaux. En effet, les plantes alimentaires traditionnelles (mil, sorgho, racines et tubercules, plantain...) contribuent presque pour moitié aux dépenses alimentaires d'un ménage moyen, le pain représente 27% et le riz 15% des dépenses. En valeur, 15% seulement des produits alimentaires sont importés (Dury et al., 2000).

Au Mali, on observe peu d'augmentation des prix sur les marchés domestiques. En examinant les données trimestrielles et les taux de croissance des prix, on constate une faible contagion au marché local. Le prix du riz local et du riz importé augmente au cours des premiers mois de 2008 suite à la flambée des prix sur les marchés internationaux, mais, alors qu'il va être multiplié par 4 en quelques semaines sur ces marchés, la croissance est à peine de 20% sur les marchés de Bamako<sup>21</sup> ; le prix du riz local y augmente d'ailleurs plus rapidement que celui du riz importé, soulignant l'importance des dynamiques spécifiques sur ces marchés et les phénomènes d'instabilité des prix. Les céréales traditionnelles ne donnent pour l'instant aucun signe de contagion, au contraire : la récolte étant plutôt bonne et des mesures ayant été prises par les autorités pour limiter les exportations, il semble que l'on assiste à une baisse des prix aux producteurs.

La vulnérabilité des consommateurs maliens est importante. Les dépenses alimentaires représentent plus des trois quarts du budget des ménages pour les 60% des ruraux et 20% des urbains les plus pauvres (Gérard et al., 2008), les taux de malnutrition des enfants dépassent 30%<sup>22</sup>, tandis que 36 et 72% de la population vivent en dessous des seuils de 1 et 2 \$ par jour

---

<sup>19</sup> D'après Dury et al. (2004), en 2002-2003, les producteurs ne percevaient déjà qu'entre 35 et 60% du prix consommateur .

<sup>20</sup> Pour 2004, WDI 2007

<sup>21</sup> Jusqu'en avril 2008

<sup>22</sup> 38 et 33% pour les rapports taille/âge et poids/âge, respectivement. (WDI, 2007) Les apports en calories et protéines sont du même ordre de grandeur que ceux du Sénégal (2230 kcal et 63g respectivement), FAO, 2007

(WDI, 2007, données de 2001). Dans de telles conditions, des hausses des prix alimentaires, même modérées par rapport à celle des prix internationaux, peuvent avoir des conséquences sérieuses sur la sécurité alimentaire. Toutefois l'impact de la flambée des prix internationaux reste modéré à la fois du fait de la faible transmission aux marchés domestiques mais aussi du fait de la structure de la consommation, encore largement orientée vers les céréales traditionnelles. En effet, les céréales sèches (mil, sorgho, maïs) représentent une part importante des dépenses d'alimentation pour les plus pauvres : les 20% les plus pauvres des urbains ne consacrent qu'environ 10% de leur budget à l'achat de riz. Plusieurs études (Camara 2004 ; Singare 1999), mettent en évidence la faiblesse des effets de substitution entre céréales locales et importées.

Enfin, la transmission de la flambée des prix des marchés internationaux sur les marchés domestiques des grandes villes d'Afrique Subsaharienne est très variable dans les trois pays étudiés, illustrant la complexité des mécanismes à l'œuvre. La transmission de la hausse des prix internationaux aux marchés nationaux n'est ni totale, ni linéaire. Des études récentes (Ivanic et Martin, 2008 ; Dawe, 2008) concluent également à une transmission modérée de la flambée des prix internationaux sur les marchés domestiques, partiellement expliquée par la dépréciation du \$ par rapport aux autres monnaies et par les politiques menées par les Etats. Le Sénégal est le plus sévèrement touché, en dépit des mesures prises par le gouvernement pour tempérer les hausses, soulignant les difficultés, pour une économie fortement dépendante des importations, de la régulation des prix domestiques, en cas de fortes fluctuations des prix extérieurs. La tâche semble plus aisée au Mali, où la population pauvre se nourrit essentiellement de céréales traditionnelles (mil, sorgho) et où une part importante du riz consommé est produit localement. De la même façon, au Cameroun des plantes alimentaires produites localement (tubercules, plantain) jouent un rôle majeur dans l'alimentation. Par ailleurs, la part de la matière première importée dans le prix payé par les consommateurs a un impact important puisque ce n'est qu'en proportion de celle-ci que la croissance des prix se transmet. Or, elle ne représente dans les grandes villes du Cameroun que 41% du prix final pour le riz, 30% pour le pain et 25% pour les beignets (Dury et al., 2000).

D'après les informations disponibles, la transmission des prix est plus faible sur les marchés ruraux que sur les marchés urbains. Il faut revenir ici sur l'instabilité des prix, caractéristique des marchés agricoles : comme illustré par la figure 6 dans le cas du marché de Sikasso au Mali, des doublements ou triplements des prix, tout comme des évolutions extrêmes à la baisse, ne sont pas improbables sur ces marchés, même en l'absence de perturbations sur les marchés internationaux. Cela souligne un problème essentiel auxquelles les populations doivent faire face et constitue sans doute un frein majeur à l'investissement, condition essentielle à la croissance des revenus (Timmer, 2000). L'instabilité habituelle des prix relativise les conséquences de la flambée des prix actuelle sur les populations rurales. Même au Sénégal, où la transmission aux marchés urbains est la plus importante, la rentabilité de l'activité agricole ne semble pas s'être améliorée, sans doute du fait de la croissance des coûts de transports et de la faible position des producteurs dans la négociation.

Si les experts s'accordent pour reconnaître aux agricultures africaines de réelles capacités de réponse, les conditions pour que celles-ci s'expriment ne sont pas réunies. Plus que la croissance effective des prix aux producteurs (plus élevée que celle des coûts de production et de commercialisation), c'est l'instabilité des prix qui apparaît comme un frein majeur à l'investissement et ainsi à la croissance de la production et des revenus (Boussard et al 2006). Il faudrait que la hausse se maintienne suffisamment longtemps pour être perçue par les producteurs comme le signal d'une amélioration durable de la rentabilité de leur activité et

non comme un pic lié à l'instabilité. Enfin, il faut tenir compte des multiples contraintes qui pèsent sur les producteurs. Au Mali, par exemple, l'insuffisance des infrastructures s'oppose partout à l'accès aux intrants comme à l'écoulement de la production (Samaké et al., 2007). Dans ce pays où des efforts considérables ont pourtant été effectués au cours des 20 dernières années, seulement 9% environ des surfaces cultivées sont irriguées alors que le potentiel est beaucoup plus important ; 20% des exploitations agricoles utilisent des semences améliorées, 31% des engrais chimiques ; 27% des producteurs utilisent encore le labour manuel. Dans ces conditions, c'est l'absence de capital qui explique la faiblesse de la productivité du travail et des revenus. Au Cameroun, les producteurs agricoles acheminent souvent eux-mêmes de petites quantités de denrées pour les vendre sur le marché. Les coûts de commercialisation deviennent alors prohibitifs, s'opposant à la croissance de la production. Plusieurs auteurs (INS, 2003, Temple et Dury 2003) notent la faible transmission aux producteurs de la croissance des prix à la consommation, liée à la fois aux coûts de commercialisation et à la structuration oligopolistique du commerce de gros des vivriers.

## **Conclusion**

L'objectif de cet article est d'évaluer les conséquences de la hausse des prix des produits alimentaires sur la période 2006-2008 sur les populations les plus pauvres des pays du Sud. Une analyse théorique a permis de souligner la complexité du problème et la multitude des variables à prendre en compte. L'étude des impacts agrégés, par grandes régions du monde, a mis en évidence la diversité des situations des nations, à l'intérieur des grands ensembles régionaux. Outre dans le monde développé, c'est plutôt en Amérique du Sud que se situent les « gagnants » potentiels. Les « perdants » les plus vulnérables se trouvent un peu partout sur la planète mais le cas de l'Afrique Subsaharienne est particulièrement préoccupant. Une analyse plus détaillée sur trois pays d'Afrique de l'Ouest met en évidence la variété des impacts, même à l'intérieur de la sous-région. Dans les trois pays étudiés, la transmission de la hausse des prix internationaux dans les grands centres urbains est variable : relativement importante au Sénégal, plus modérée au Cameroun et presque inexistante au Mali. Les situations contrastées de ces trois pays, du point de vue de l'enclavement comme du rôle des importations dans les balances alimentaires, permettent d'expliquer cette variabilité dans la contagion à court terme. Alors que depuis deux décennies les grandes organisations internationales poussent les Etats à s'insérer dans le commerce mondial et à importer des céréales « produites moins chères ailleurs » financées par des exportations de produits horticoles ou de légumes, on constate aujourd'hui que des politiques permettant une certaine indépendance alimentaire permettent de mieux gérer la crise. Ceci confirme la position de nombreux experts qui, face au discours ultralibéral, rappelaient les difficultés de fonctionnement des marchés en Afrique Subsaharienne (Hugon, 2001), les impacts néfastes de l'instabilité des prix pour les populations pauvres (Timmer, 1992) et l'importance de l'intervention de l'Etat dans le secteur agricole dans la réussite économique du Sud-Est asiatique (Stiglitz, 1996).

L'impact à moyen terme va dépendre de la durée de la hausse et des réactions éventuelles des producteurs. D'après l'étude prospective OCDE-FAO (2008), la croissance des prix des céréales, pour la décennie à venir par rapport à la précédente, se situerait aux alentours de 20 à 30%, le rapport indique aussi une montée des instabilités. En l'absence de mesures de régulation, si les prix, même plus élevés en moyenne, sont beaucoup plus instables, l'embellie profitera difficilement aux paysans les plus pauvres, fortement averses au risque. On peut craindre que si les prix mondiaux des céréales se maintiennent à un niveau élevé, cela profite plutôt aux pays émergents et peu aux pays d'Afrique subsaharienne. En effet les secteurs

agricoles y souffrent de multiples contraintes : ils sont caractérisés par une pénurie de capital (irrigation, traction attelée, recours aux intrants) et de biens publics (infrastructure : routes, énergie, entrepôts de stockage, accès à l'information) et doivent faire face à des défaillances de marchés majeures (pas d'accès au crédit, forte instabilité des prix des produits). Il faut aussi compter avec une croissance de l'offre qui pourrait être rapide dans certains pays comme le Brésil et l'Argentine, et ramènerait les prix à des niveaux égaux, voire inférieurs à ceux d'avant la flambée.

Des politiques publiques permettant la croissance de la productivité du travail (régulation des prix, recherche agronomique sur les plantes alimentaires, accès aux semences améliorées, crédit, infrastructure, irrigation, vulgarisation) et accompagnant la hausse des prix, si celle-ci se maintient, seraient ainsi nécessaires pour qu'elle soit profitable aux populations pauvres. Dans un tel environnement, pour les pays africains les moins avancés, sécurité alimentaire et croissance agricole doivent certainement se décliner au sein d'une intégration régionale renforcée et reposer sur des politiques rurales ambitieuses.



## Figures

Figure 1. Solde du commerce de produits alimentaires (Exports-Imports) en calories par habitant

Source : B. Dorin, à partir de données FAO

kcal/jour/hab.

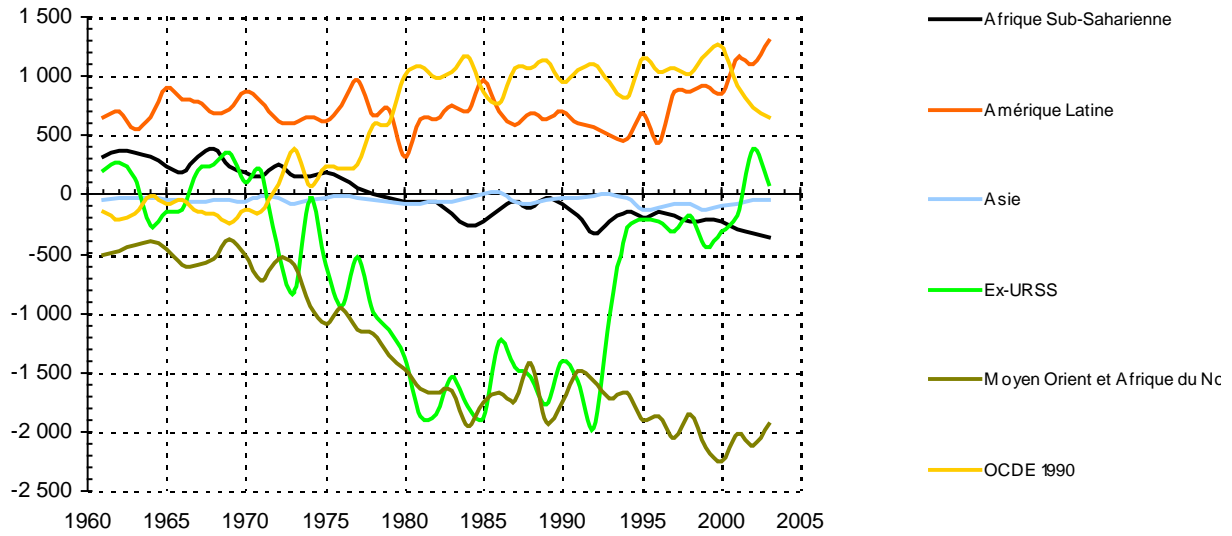


Figure 2. Consommation alimentaire apparente en calories par habitant

Source : B. Dorin, à partir de données FAO

kcal/jour/hab.

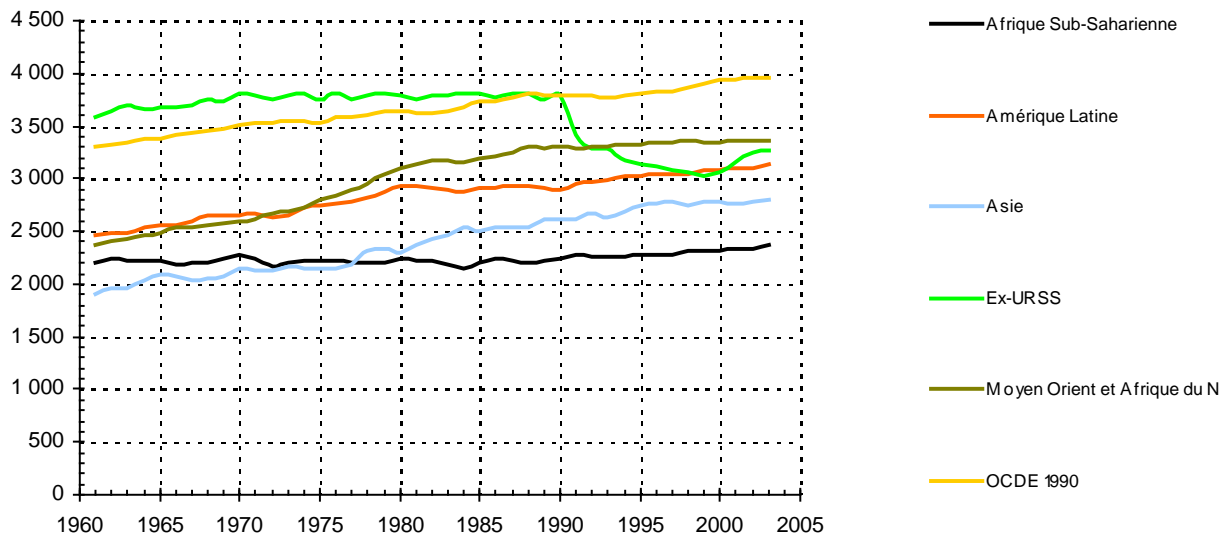


Figure 3. Niveaux d'indépendance en calories alimentaires de l'Afrique Subsaharienne

Source : B. Dorin, à partir de données FAO

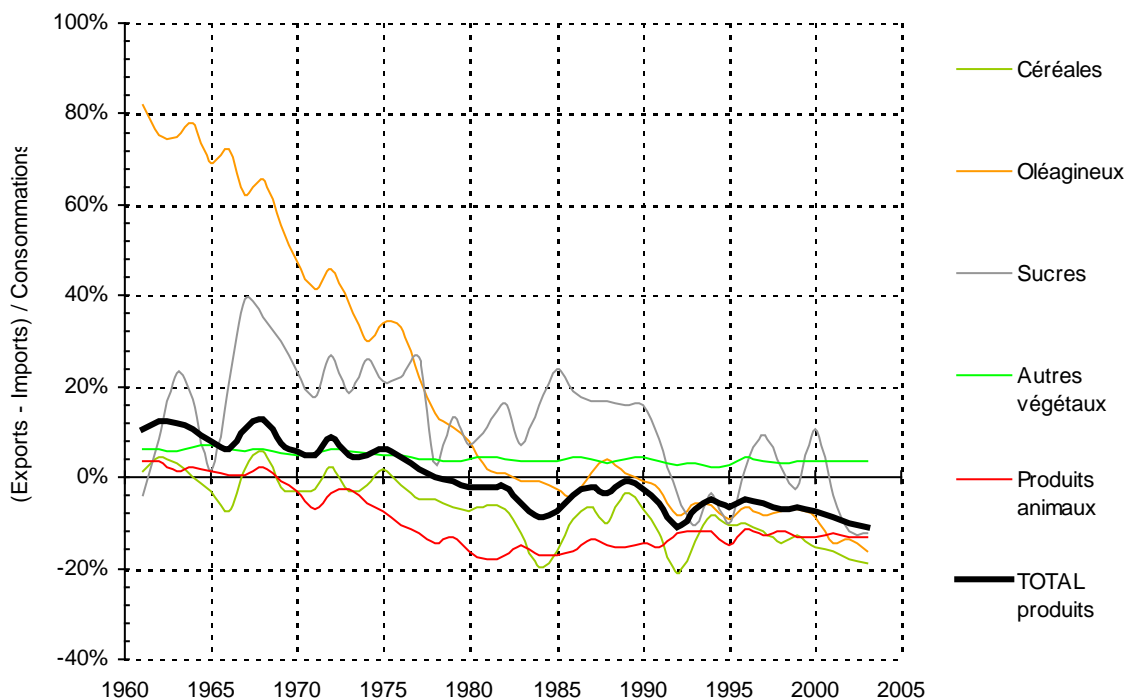
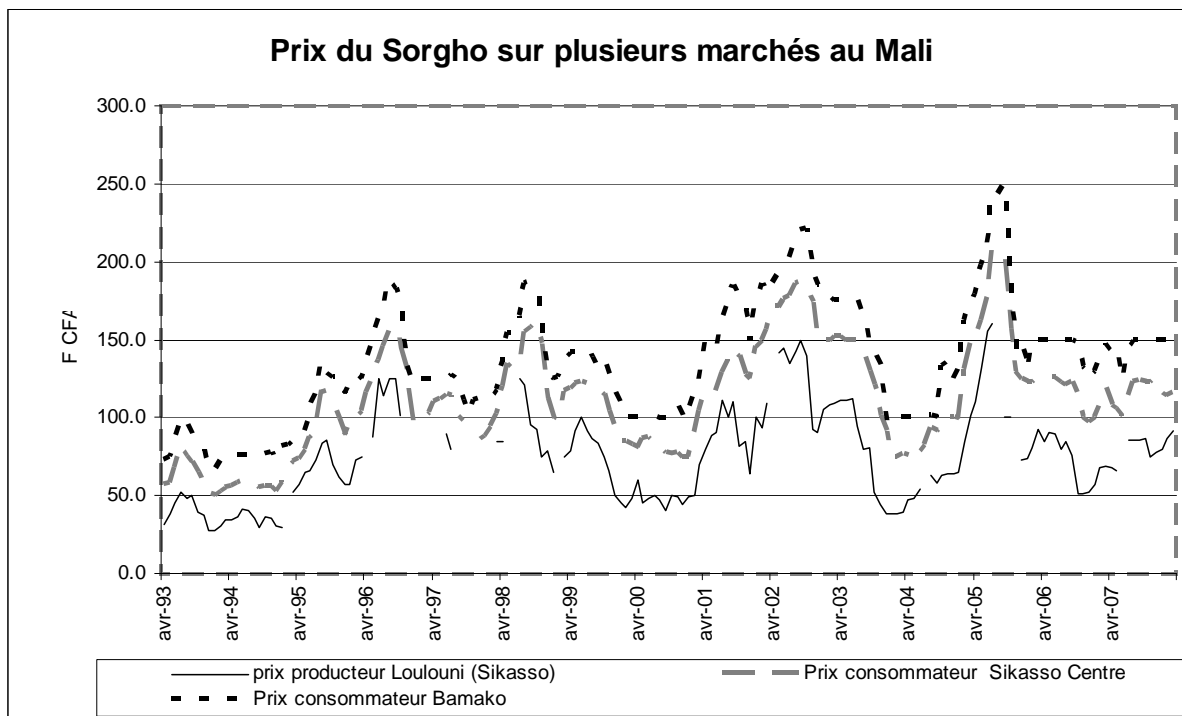


Figure 4 Prix du Sorgho dans une région productrice et à Bamako



Source OMA, Mali

Tableau 1 : Evolution des prix à la consommation pour quelques produits au Sénégal (FCFA)

	Brisure de riz (kg)	Riz entier (kg)	Baguette de blé	Lait en poudre (kg)	Mil	Huile d'arachide (l)	Huile végétale locale(l)
<b>Trimestre1 2005</b>	239	346	150	1950	184	888	745
<b>Trimestre2 2005</b>	233	327	150	1958	211	895	753
<b>Trimestre3 2005</b>	240	317	150	1983	236	899	753
<b>Trimestre4 2005</b>	234	315	150	2050	213	895	753
<b>Trimestre1 2006</b>	226	-	150	2050	193	-	753
<b>Trimestre2 2006</b>	225	334	150	2100	193	908	753
<b>Trimestre3 2006</b>	225	343	150	2100	199	908	746
<b>Trimestre4 2006</b>	231	348	150	2067	183	908	738
<b>Trimestre 1 2007</b>	239	359	150	2117	191	1021	761
<b>Trimestre 2 2007</b>	250	385	150	2692	200	1022	762
<b>Trimestre 3 2007</b>	230	359	150	2992	220	1029	935
<b>Trimestre 4 2007</b>	248	355	171	2975	244	1073	961
<b>Trimestre 1 2008</b>	265	422	175	2975	239	1120	983
<b>Trimestre 2 2008</b>	293	508	175	2975	249	1153	996

Sources ANSD

Tableau 2- Moyenne trimestrielle des prix à la consommation de quelques produits au Cameroun

Trimestre	Essence	blé, Douala	blé, Yaoundé	riz, Douala	riz, Yaoundé	Manioc, Douala	Manioc, Yaoundé
T1 /2005	496.67	350.00	353.47	300.00	268.17	116.11	87.36
T2 /2005	500.00	350.74	350.78	300.00	278.75	101.60	87.53
T3/2005	517.78	350.00	357.58	300.00	288.30	101.45	79.46
T4/2005	534.67	350.00	392.39	300.00	314.13	109.99	77.81
T1 /2006	555.33	350.00	406.02	300.00	355.06	127.81	83.30
T2 /2006	577.00	350.00	413.90	300.00	373.47	113.61	84.83
T3/2006	591.00	349.07	428.58	300.00	388.03	117.57	89.35
T4/2006	585.00	346.30	432.96	293.33	382.61	136.45	90.74
T1 /2007	574.22	349.63	439.20	293.33	319.23	130.13	95.52
T2 /2007	579.17	350.00	424.18	300.00	309.41	123.65	99.77
T3/2007	584.00	370.83	449.05	307.87	309.33	144.06	109.46
T4/2007	584.00	448.15	508.86	316.91	346.09	123.19	103.70
T1 /2008	582.17	465.28	568.54	350.00	359.43	139.00	101.45

Source : OMA

Tableau 3 Evolution de quelques prix à la consommation à Bamako, Mali

Trimestres	maïs local	riz local	RM40 importé	Mil
trim 1 2005	138	263	275	162
trim 2 2005	194	284	277	197
trim 3 2005	225	355	284	244
trim 4 2005	141	290	275	205
trim 1 2006	140	275	275	158
trim2 2006	150	293	284	175
trim3 2006	150	311	287	175
trim4 2006	130	287	275	155
trim 1 2007	130	275	275	150
trim2 2007	127	299	275	148
trim3 2007	143	300	275	150
trim4 2007	150	300	277	150
trim1 2008	150	304	305	150

Source : OMA

## Références

- ANSD (plusieurs années). *Note d'analyse de l'indice harmonisé des prix à la consommation*, MEF / ANSD (Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie du Ministère de l'économie et des Finances). Série de rapports trimestriels, Dakar, Sénégal
- Banque Mondiale (2008). *World Development report : agriculture for development*, Washington DC
- Berthelot J. (2008). *Analyse critique de la flambée des prix mondiaux*, 30 May 2008, [www.tradeobservatory.org/library.cfm?refID=102429](http://www.tradeobservatory.org/library.cfm?refID=102429)
- Boussard J.M., Gérard F., Piketty M.G(2008). Pourquoi les prix agricoles augmentent-ils ?, OCL vol 15 n°2 : 81-87, mars-avril
- Boussard J.-M., B. Daviron B., F. Gerard F., T. Voituriez T. (2006). Agricultural development and food security in subsaharan Africa: Building the case for more support, FAO, [www.fao.org/tc/ca/workshop2005\\_en.asp](http://www.fao.org/tc/ca/workshop2005_en.asp)
- Camara, O.M. (2004). *The impact of seasonal changes in real incomes and relative prices on households'consumption patterns in Bamako, Mali*. Thèse de doctorat. Michigan State University.
- De Janvry A. et Subbarao K (1984). Agricultural price policy and income distribution in India *Economic and Political weekly*, 19, :166-178
- De Janvry A., Fafchamps M et Sadoulet E. (1991). Peasant Household with missing market : some paradoxes explained. *The Economic Journal*, Vol 101, n° 409: 1400-1417
- Deaton A., Dreze J. (2008). *Nutrition In India: Facts and Interpretations*, [http://weblamp.princeton.edu/chw/papers/deaton\\_dreze\\_india\\_nutrition.pdf](http://weblamp.princeton.edu/chw/papers/deaton_dreze_india_nutrition.pdf)
- Dorin B., (1999). Food Policy and Nutritional Security. The Unequal Access to Lipids in India, *Economic and Political Weekly*, XXXIV, 26, pp. 1709-17
- Dorin B., (2008). From Ivorian Cocoa Bean to French Dark Chocolate Tablet. Price Transmission, Value Sharing and North/South Competition Policy, in Qaqaya H., Lipimile G. (Dir.), *The effects of anti-competitive business practices on developing countries and their development prospects*, United Nations Conference on Trade and Development, Geneva, pp. 237-329

- Dury S., Gautier N., Jazet E, Mba M., Tchamda C., Tsafack G., (2000). *La consommation alimentaire au Cameroun en 1996. Données de l'Enquête Camerounaise Auprès des Ménages* (ECAM). Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DSCN), CIRAD et IITA, Yaoundé, Cameroun. 283 p.
- Dury S., Medou J.C., Foudjem Tita D. et Nolte C., (2004). Limites du système local d'approvisionnement alimentaire urbain en Afrique subsaharienne : le cas des amyglacées au Sud-Cameroun. *Cahiers Agricultures*, 13 (1) : 116-124.
- Gérard F., J.F. Béliers J.F., S. Dury S., S.M. Keita (2008). Rapport Scientifique de l'ATP Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest, NE 02/05, Cirad, Montpellier
- FAO (2003). *Food Balance Sheets Sheets : a handbook*, FAO, Rome, <http://www.fao.org/docrep/003/X9892E/X9892E00.HTM>
- FAO, (2007). *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, FAO, Rome
- FAO, (2006). Faostat, Web portal and database as on 30/06/2006, <http://faostat.fao.org/site/395/default.aspx>
- Géronimi V., Mathieu L., Taranco A. (2007). Les cours internationaux des produits agricoles : tendances et cycles, in Boussard et Delorme, *La régulation des marchés agricoles internationaux : Un enjeu décisif pour le développement*, l'harmattan
- Haskel J. et Wolf H. (2001). The Law of one Price- A case study, *Scand. J. of Economics* 103 (4), 545-558
- Hugon, P. (2001). Dix ans de politique de développement économique : échec ou réussite ?, *Revue internationale stratégique* (1) 41 : 111-120 disponible en ligne [http://www.cairn.info/article.php?ID\\_REVUE=RIS&ID\\_NUMPUBLIE=RIS\\_041&ID\\_ARTICLE=RIS\\_041\\_0111](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=RIS&ID_NUMPUBLIE=RIS_041&ID_ARTICLE=RIS_041_0111)
- INS (institut national de la statistique), 2003. Etude sur la formation des prix des produits vivriers dans les centres urbains (Forprix) volume III : La commercialisation des produits vivriers : les principaux intervenants et la structure des prix finaux. MAE. SCAC. Institut National de la Statistique. Yaoundé, Cameroun. 165 p.
- Ivanic M. and Marin W.(2008). Implications of higher global food prices for poverty in low income countries, *Policy research working paper* 4594, The World Bank
- Krugman P. R. et Obstfeld M.,( 1994). *International Economics : theory and policy* 3<sup>rd</sup> ed, Harper Collins College Publishers, Washington, 794p.
- Lipsey (1999). *Principles of microeconomics*, 12th ed, Addison Wisley, Boston.
- McChesnay F.S., Shughart W.F., Haddock DD (2004), ). On the internal contradictions of the law of one price, *Economic Inquiry*, Vol 42 (4), 706-716
- MEA, (2005), ). *Ecosystems and Human Well-being: Synthesis, Millennium Ecosystem Assessment*, World Resources Institute, Whashington D.C., 155 p. & <http://www.millenniumassessment.org/documents/document.774.aspx.pdf>
- Nkendah R., Beatrix C., Nzouessim B.C., Temple L. (2007). Economic analysis of the spatial integration of plantain markets in Cameroon. *African Journal of economic policy*, Vol 14 n°1, pp 57-83.
- OECD-FAO (2007). *OECD-FAO Agricultural outlook 2007-2016*, OCDE et FAO, juillet,
- OECD-FAO (2008). *Agricultural outlook 2008-2017*, OCDE et FAO, mai
- OMA (office Observatoire des marchés agricoles) (2008)., Base de données sur les prix sur les marchés ruraux et urbains du Mali. Format électronique
- Ravaillon M. (1989). *Do price increases for staple food help or hurt the rural poor?* Working papers, WPS n°167, The world Bank,
- Ravaillon M. (1990). Welfare Changes of food prices changes under induced wage responses: theory and evidence for Bangladesh, *Oxford Economic Papers*, 42, 574-585
- Sah R.K. et Stiglitz J.E.(1984), the economic of price scissors, *American economic Review*, 74, : 125-138

- Samaké AmadouA., Bélières JeanJ.-FrançoisF., Bosc Pierre P.Marie M. et Sanogo OusmaneO., (2007), *Les implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural au Mali*. Première phase du programme Rural Struc – Synthèse nationale - MALI. CEPIA / Banque Mondiale & Coopération française. Bamako Juillet 2007. 227 p.
- Singare, K., Reardon, T., Camara, Y., Wanzala, M., Témé, B. and Sanogo, O. (1999), Household consumption responses to the franc CFA devaluation: evidence from urban Mali, *Food Policy*, 24, 517-534.
- Sitglitz, J.E. (2006) , *Making globalization work*, Norton Company, London, 358p.
- Stiglitz J.E. (1996), Some lessons from the East Asian Miracle, *The world Bank research observer*, vol.11 N°2: 151-77
- Temple L. (1999). *Le marché des fruits et légumes au Cameroun : quantification des flux analyse des prix*. Rapport final, Coopération Française, CIRAD-FLHOR, Montpellier, France, 163 p.
- Temple L. et Dury S., (2003). *Instabilité du prix des produits vivriers et sécurité alimentaire urbaine au Cameroun*. série Alimentation, urbanisation et filières vivrières, Montpellier, Cirad, 21 p.
- Timmer C.P (1992), ). Food price stability and welfare of the poor, *Indonesian Food Journal*: 42-57
- Timmer C.P., (2000). The macro dimensions of food security : economic growth, equitable distribution, and food price stability. *Food Policy*, 25, pp. 283-295.
- USDA, (2006). *USDA National Nutrient Database for Standard Reference*. Release 19, U.S. Department of Agriculture, <http://www.nal.usda.gov/fnic/foodcomp/search/>
- Von Braun J. (2007), *The world food situation : new driving forces and required actions*, IFPRI biannual Overview of the world food situation presented to the CGIAR Annual General Meeting, december 4 2007
- WDI (2007) *World Development Indicators*, CD Rom, Banque Mondiale

